

مداخلة بعنوان: الهيكلية الاقتصادية للجزائر خلال العشرية الأخيرة

إعداد الدكتور/ سحنون عقبة

أستاذ محاضر قسم ب بكلية الشريعة والاقتصاد – جامعة الأمير عبد القادر للعلوم الإسلامية

Communication élaborée par Dr SAHNOUNE Okba

Portant sur :

**La structure économique de l'Algérie au cours de la
dernière décennie**

Proposée aux travaux de la conférence sur :

**L'économie algérienne dans la phase de crise et le potentiel de
financement bancaire islamique**

Le : 11 Avril 2017

Au département de l'économie et de l'administration

Université Emir Abdelkader des sciences islamiques

Introduction :

Le contexte économique algérien a connu durant la période 2010-2016 plusieurs mutations brusques, causées parfois par des programmes gouvernementaux et d'autres fois par les circonstances qui régissent la décision économique.

Pour but de développer la performance de la macro-économie algérienne, les autorités économiques et financières ont adopté deux programmes quinquennaux débutant de l'année 2010 jusqu'à la fin de 2019. Ils ont pour mission notamment de stimuler la croissance et sortir de la dépendance envers les exportations des hydrocarbures et les produits énergétiques. Comme étant un pilier majeur, la chute des prix du pétrole a gêné les mécanismes qu'utilise l'économie algérienne, particulièrement en ce qui concerne les dépenses et les projets publics, et par conséquence elle a entraîné une récession et une situation de stagflation très graves. Pour faire face à cette situation critique, l'Etat algérien a décidé de concevoir et d'appliquer un Nouveau Modèle Economique, reflétant la nécessité à l'austérité afin de préserver les acquis économiques et d'éviter le recours à des emprunts souverains provenant de l'extérieur.

La problématique de ce papier réside dans la question suivante : **Quels sont les principes et les objectifs des programmes économiques appliqués en Algérie ? Et quelles sont leurs conséquences en matière de la structure économique et sociale du pays ?**

Pour répondre à cette problématique, on a adopté et utilisé le plan suivant ;

Primo : Programme de développement en Algérie durant 2010-2016.

Secundo : Résultats économiques et financiers des programmes appliqués

Tertio : Structure économique et financière en Algérie en Fin 2016.

I- Programme de développement en Algérie durant 2010-2016

La période 2010-2016 a connu des dépenses budgétaires massives de part du trésor public dans le cadre d'exécuter les programme de développement quinquennaux, visant principalement l'amélioration des performances économiques et sociaux de l'Algérie.

1- Programme d'investissements publics (2010-2014) :

Enveloppe financière : 21.214 milliards de DA (286 milliards de dollars)

Axes et objectifs principaux **(01)** :

- Parachèvements des projets déjà entamés à titre de programmes précédents, notamment dans les secteurs des rails, des routes et des eaux (9.700 milliards de DA, 130 Milliards de dollars).
- Engagement pour des projets nouveaux dans l'infrastructure (11.534 milliards de DA, 156 Milliards de dollars).
- 40% de ses ressources, réserve le programme pour le développement des ressources humaines, particulièrement pour :
 - Créer près de 5000 établissements de l'éducation nationale, 600.000 places pédagogiques et 400.000 places d'hébergement pour les étudiants et 300 établissements de formation et enseignement professionnel.
 - Créer plus de 1500 infrastructures de santés dont 172 hôpitaux, 45 complexes spécialisés de santé et 377 polycliniques, ce à quoi s'ajoutent 70 établissements spécialisés pour les handicapés.
 - Constituer deux millions de logements, dont 1.2 millions livrés durant le quinquennat.
 - Raccorder plus d'un million de foyers au gaz naturel et alimentation de plus de 220.000 foyers ruraux en électricité.

- Améliorer l'alimentation en eau potable, avec la réalisation de 35 barrages et 25 systèmes de transfert.
- Réaliser plus de 5000 infrastructures pour les sports et jeunes, avec notamment, 80 stades, 160 salles polyvalentes, 400 piscines et 200 auberges pour jeunes.
- 40% également des ressources du programme sont dédiés aux poursuites des projets de développement du secteur public, afin de réaliser les objectifs suivants :
 - Poursuivre l'extension et la modernisation du réseau routier, et augmenter la capacité portuaire (3.100 milliards de DA).
 - Moderniser les chemins de fer et améliorer le transport urbain (2.800 milliards de DA) avec notamment la réalisation des projets de tramway à travers 14 villes, et moderniser les infrastructures aéroportuaires.
 - Aménager les territoires et environnements (500 milliards de DA).
 - Améliorer les prestations des administrations et les collectivités locales, secteur de la justice et fiscal (1800 milliards de DA).
- Le programme réserve également 1.500 milliards de DA, pour développer et moderniser l'économie algérienne, avec notamment **(02)**:
 - Moderniser et soutenir les activités agricoles et rurales, près de 1000 milliards de DA.
 - Créer et promouvoir les petites et moyennes entreprises, à travers la réalisation des zones industrielles.
 - Soutenir la mise à niveau ainsi que la bonification des crédits, près de 300 milliards de DA.
- Le développement industriel réservera plus de 2000 milliards de DA de crédits bonifiés par l'Etat pour la réalisation des centrales électriques, le développement des industries pétrochimiques et la modernisation des entreprises publiques.

Evaluation du programme ‘acquis’ :

- Ressource du FRR dépassent les 200 milliards de dollars américains, ce qui fait que la couverture de la création monétaire par le réserve du devise dépasse les 100%.
- Maitrise de l’inflation, qui était autour de 3.5% en moyenne quinquennale.
- Croissance économique de 4% en moyenne sur la période 2010-2014.
- Baisse légère du taux de chômage de 11.3% en 2010 à 9.8% en 2014.

2- Programme quinquennal 2015-2019 :

2.1 Principes et objectifs :

Les objectifs visés par le programme 2015-2019 sont les suivants **(03)** :

- Atteindre 7% de croissance en moyenne durant la période 2015-2019.
- Réduire le chômage de 9.8% fin 2014 jusqu’à 8% à la fin du programme.
- Améliorer la vie des citoyens, notamment en ce qui concerne la qualité des services publics de proximité et les collectivités locales.
- Stimuler le développement socio-économique et maîtriser la maintenance de la gestion des projets réalisés à titre des programmes socio-économiques précédents.
- Moderniser le système de financement bancaire d’une façon à ce qu’il devient capable de drainer des ressources sur les marchés et les mobiliser au service de l’économie nationale.
- Améliorer le climat d’affaires notamment dans le secteur financier et le secteur fiscal, afin d’attirer les investissements directs étrangers.

- Mise en œuvre d'un programme visant le développement du Sud algérien.

3- Transformer l'économie algérienne et la conduire vers la production (le nouveau modèle économique de développement)

3.1- Principes et objectifs :

Ce programme a pour but de réaliser les objectifs suivants :

- Abandon progressif de la subvention envers les entreprises et envers la consommation le cas échéant.
- Limitation du recrutement.
- Dévaluation du dinar.
- Gel des salaires.
- Soutenir et moderniser le secteur et l'administration fiscaux.
- Gel des projets de réalisation (équipements) de l'Etat.
- Mise en place des barrières à l'importation.
- Stimuler la production nationale.
- Diversification des ressources du pays, en réalisant une croissance réelle des secteurs hors hydrocarbures.
- Faciliter l'accès aux partenariats avec les investisseurs étrangers en vue de créer des projets rentables localement à moyen terme.

4- Caractéristiques de la période de crises économiques en Algérie:

La crise économique courante en Algérie a débuté par les chutes rapides et inédites des cours du pétrole depuis Juin 2014, chose prévue par les experts de l'économie énergétique et ceux de l'économie mondiale. Les conséquences de ces incidents par rapport à l'économie algérienne étaient insignifiantes au cours de l'année 2014 et le premier semestre de l'année 2015, mais à partir de la deuxième

moitié de 2015 l'économie algérienne commence à avoir des changements considérables sur le plan structurel et notamment sur le plan stratégique de développement.

Les tendances de réformes adoptées par le gouvernement algérien et que comprend la loi de finance complémentaire de 2015 ainsi que les lois de finance qui s'en suivent, ont connu pas mal de critiques. D'autant plus, les experts internationaux notamment ceux des organismes et des institutions financières internationales, mettent en question la capacité des autorités algériennes à gérer cette phase de transition économique sans avoir fait recours aux partenaires économiques internationaux. Ces tendances basées particulièrement sur la relance de l'investissement local et sur la limitation des importations massives engendrées par l'évolution du pouvoir d'achat.

Dans ce sens l'Etat algérien, a mis en vigueur des mécanismes et des dispositions servant notamment la création de projets dans les secteurs économiques porteurs de croissance (comprenant du potentiel de progressivement) tels que le secteur de l'agriculture et ce du tourisme. Toutefois, la mise en application concrète de ces dispositifs reste insuffisante, grâce aux problèmes de l'immobilier industriels, de main d'œuvre qualifiée et des ressources financières, de plus en plus, en diminution.

II- Résultats des programmes de réformes en Algérie depuis 2014 :

« Face aux crises, il faut toujours réagir », une expression répétée par tout le monde. Mais de quelle façon faut il agir et réagir ? C'est la question que ne personne peut répondre sans avoir mesuré les conséquences des actions tenues par les autorités. Dans cette partie, on va étaler quelques indicateurs macroéconomiques et financiers pour pouvoir faire le point sur l'avancement de

l'application du programme du gouvernement algérien appelé « Nouveau Modèle Economique, NME ».

- **Evaluation de la performance économique :**

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution de la performance économique en Algérie depuis l'année 2010 (début du programme quinquennal 2010-2014), en mesurant entre autres les fluctuations du PIB en fonction des enveloppes budgétaires engagées.

Unité : Mds USD

L'année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*
PIB	161.207	200.013	209.047	209.704	213.518	166.839	157.035
Enveloppes budgétaires (Réalisation)	141.59	167.04	174.25	183.54	197.57	173.56	169.02
Taux d'intérêt réel (%)	-6.99	-8.65	0.51	8.12	8.45	14.92	13.57
Taux de chômage (%)	11.2%	10.0%	11.0%	9.8%	9.8%	11.2%	12.0%
Indice des prix (%)	100	104.52	113.82	117.52	120.95	126.74	138.13

Après avoir lié le PIB avec les enveloppes budgétaires réellement dépensées, on a constaté que les deux dernières années (2015-2016) ont connu des taux de croissances négatifs et cela est dû à la récession causée par le plan d'austérité appliqué par le gouvernement sous une forme de programme à partir de 2015. Malgré la chute significative du PIB, la dépense globale (composée de la consommation finale et la FBCF) n'a pas suivi la même cadence, mais elle était toutefois en baisse également grâce à la diminution des dépenses de l'Etat.

L'étude statistique des deux séries en les liant par un modèle dual de régression (supporté par l'ajout du facteur temps afin d'éviter la problématique de liaison des erreurs) nous a conduit au modèle suivant :

$$Tc_{PIB} (\%) = 0.985 + 0.871 Tc_{EB} + 0.113 T$$

t (4.231) (3.215) (1.209)

Avec une corrélation de 92%, l'interaction entre la croissance du PIB et celle des enveloppes budgétaires engagées, paraît positive et très fort, ce qui signifie qu'avec chaque réduction des engagements de l'Etat le taux de croissance connaîtra une baisse de 0.82%, avec une certitude globale de 95%.

Dans un deuxième lieu, on va avérer sur la relation théorique inversive entre l'indice des prix et le chômage. Après l'analyse statistique des deux variables, on a obtenu le modèle statistique suivant :

$$Ind(prix) = 76.312 + 2.498 T(ch\hat{om}age) + 0.325 T$$

t (3.025) (5.362) (2.325)

Le modèle semble significatif statistiquement vu que la corrélation globale est de 91.3% avec une certitude de 95%. Toutefois, la relation entre les deux variables (taux de chômage et indices de prix) réside positive au cours de la période 2010-2016, et cela est causé par les actions de soutien de l'état algérien, dont l'abondance appliqué dans le cadre d'austérité laisse des incidences contradictoires, caractérisées notamment par l'évolution rapide du chômage et de l'inflation.

Par rapport à la situation financière macro de l'Algérie, les taux d'intérêt réels qui mesurent la nécessité de l'Etat des fonds, ont connu une importante évolution, signifiant les besoins de plus en plus progressifs en matière de

financement des projets de l'Etat. La rentabilité croissante des créiteurs signifie que les fonds sont de plus en plus rares, chose pour laquelle, l'Etat algérien a fait recours à l'emprunt obligataire en 2015 avec des taux d'intérêt nominaux de 5% et 5.75% pour les emprunts de 03 et de 05 ans respectivement. Cette action n'a pas tenu longtemps pour avérer sur sa défaillance, avec notamment des communiqués de la banque centrale et des déclarations des responsables politiques mentionnant un taux d'inflation de 6.5% et 6.4% pour 2015 et 2016 respectivement, ce qui rend leurs intérêts négatifs et moins attractifs pour les détenteurs de fonds.

Dans le point suivant, on essaye d'étaler les différents indicateurs financiers globaux, en se focalisant particulièrement sur la liquidité de l'économie et la vitesse de circulation de la monnaie.

II- Situation financière et monétaire de l'Algérie à la fin de 2016 :

Dans ce volet on étudie les composantes financières et monétaires de l'Algérie, notamment les cinq dernières années marquées par la crise budgétaire due aux chutes brutales des cours du pétrole aux marchés internationaux depuis mi 2014.

1- Analyse arithmétique de la finance macro-économique en Algérie :

Le tableau ci-après résume les indicateurs de la liquidité de l'économie et la vitesse de circulation monétaire en Algérie au cours de cinq dernières années (04).

Année	2012	2013	2014	2015	2016
Liquidité de l'économie (%)	52.69%	56.94%	64.04%	68.71%	70.24%
VCM (fois)	1.90	1.76	1.56	1.46	1.42

Des données ci-dessus, on constate que la liquidité de l'économie ne cesse d'accroître, cela est expliqué par la baisse importante du PIB depuis mi 2014,

avec l'incapacité des autorités monétaires à récupérer le surplus de la masse monétaire, chose traduite par une constance du niveau de la masse monétaire, voir une augmentation en 2015 et en 2016, pour faire face aux besoins monétaires engendrés par l'inflation croissante.

Contrairement à la liquidité de l'économie, la vitesse de circulation monétaire, a connu des baisses modestes. Cela est causé principalement par la pingrerie de liquidité chez les agents économiques, d'autre part, l'inflation et la politique fiscale et budgétaire du plan d'austérité mène à concentrer la masse monétaire et limite sa diffusion entre les citoyens et les agents économiques **(05)**.

2- Contrepartie de la masse monétaire :

La création de la monnaie en Algérie se base depuis longtemps sur les mêmes bases en nature et en proportion. Cette création dont la contrepartie était toujours caractérisée par la domination des avoirs extérieurs et par une petite couverture des crédits intérieurs **(06)**.

Dans ce qui va suivre, on verra quel impact laisse le nouveau modèle économique sur cette répartition longtemps persistée.

Année	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs extérieurs	11997,0 (102.07%)	13.922,4 (97.75%)	14.940,0 (92.73%)	15.255,2 (88.82%)	15.734,9 (77.86%)
Crédits intérieurs	-242,8 (-2.07%)	319,9 (2.25%)	1.171,3 (7.27%)	1.920,9 (11.18%)	4.475,0 (22.14%)

Les données du tableau, prouvent que les avoirs extérieurs restent la contrepartie prépondérante dans la couverture de la masse monétaire en circulation en Algérie. Néanmoins, cette part va dans le sens de diminution notamment avec les chutes des recettes pétrolières quottée en dollar américain (avoirs extérieurs).

Ce qui laisse la chance aux crédits intérieurs pour l'Etat (notamment sous forme d'emprunts obligataires) et pour l'économie (qui restent constants, preuve d'incapacité du secteur bancaire à financer l'activité économique sans faire recours au trésor public).

Bibliographie :

- 1- Fatiha Talahit « Réformes et transformations économiques en Algérie », Thèse de Doctorat, Université Paris nord (Paris 13), 2010, pp 13-15.
- 2- Achour Tani Yamna « L'analyse de la croissance économique en Algérie » Mémoire de Magistère, Université Aboubaker Belkaid, 2014, p76.
- 3- Pierre Maillet «La croissance économique» Presse universitaire de France, 2006 ; p113.
- 4- Rapport publié par le FMI ; Pourquoi le chômage en Algérie est plus élevé que dans les pays MENA, Septembre 2007, p149.
- 5- Rapport du ministère des finances sur le programme quinquennal 2014-2019, juin 2014, p33.
- 6- Note de conjoncture de la banque centrale d'Algérie, Mars 2015, p10.